séminaires dans le domaine de la formation civique. Elle élabore des programmes spécifiques de formation civique.

Art. 33 : La division des recherches, de la planification et des évaluations assure la recherche, la planification et procède à l'évaluation des programmes et stratégies de mise en œuvre de la politique nationale de formation civique.

Sous-section III - LA DIRECTION DES AFFAIRES COMMUNES (DAC)

Art. 34 : La direction des affaires communes est chargée de :

- la gestion des ressources humaines du département de la communication et de la formation civique ;
- l'élaboration et le contrôle de l'exécution du budget du ministère ;
- la gestion et la maintenance des infrastructures et équipements du ministère.

Art. 35 : La direction des affaires communes comprend trois (3) divisions :

- la division des affaires administratives et du personnel ;
- la division de la planification, du budget et de la comptabilité ;
- la division des infrastructures, des équipements et de la maintenance.

SECTION III - LES SERVICES EXTERIEURS

Art. 36 : Les radios rurales publiques, les bureaux régionaux et préfectoraux de l'agence togolaise de presse sont des services extérieurs du ministère de la Communication et de la Formation civique.

Art. 37 : Chaque radio rurale comprend deux (2) divisions :

- la division des programmes et de la production ;
- la division des informations.

Art. 38 : L'agence togolaise de presse est représentée au niveau des régions et préfectures par les bureaux régionaux et préfectoraux. Les bureaux régionaux sont des divisions.

SECTION IV - LES INSTITUTIONS ET ORGANISMES RATTACHES

Art. 39 : Le ministère de la Communication et de la Formation civique exerce sa tutelle sur les institutions et organismes suivants :

- la Société nationale des Editions du Togo (EDITOGO) ;

- la Régie Nationale de Publicité (RNP).

Art. 40 : Les institutions et organismes sous tutelle sont régis par les textes qui les ont créés.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 41 : Chaque service technique de la direction générale de la communication est placé sous l'autorité d'un directeur.

Art. 42 : Le directeur général de la communication peut, en cas de besoin, être assisté par un adjoint.

Art. 43 : Le directeur de cabinet, le directeur général de la communication, le directeur de la formation civique, le directeur des affaires communes, les directeurs des services techniques centraux de la direction générale de la communication sont nommés par décret en conseil des ministres, sur proposition du ministre de la Communication et de la Formation civique.

Art. 44 : Les attachés de cabinet, les conseillers techniques, le chef du secrétariat particulier, le directeur général adjoint de la communication, les directeurs des radios rurales, les chefs de divisions et les chefs de bureaux régionaux de l'agence togolaise de presse sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 45 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2001-113/PR du 9 mai 2001 portant attributions et organisation du ministère de la Communication et de la Formation civique.

Art. 46 : Le ministre de la Communication et de la Formation civique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier Ministre
Edem KODJO

Le ministre de la Communication et de la Formation civique
Biossey Kokou TOZOUN

DÉCRET N° 2005- 099 /PR du 28 octobre 2005 portant attributions et organisation du ministère de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2005-055/PR du 08 juin 2005 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2005-058/PR du 20 juin 2005 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{er} : ATTRIBUTIONS

Article premier : Le ministère de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications est chargé de l'application de la politique du gouvernement dans les secteurs des travaux publics et des équipements publics, des transports et des postes et télécommunications.

Il oriente et coordonne les initiatives prises dans ces domaines.

Il a pour mission de :

- concevoir, faire appliquer et contrôler toutes les mesures relatives aux travaux publics, aux équipements publics, ferroviaires, aéronautiques, portuaires et aux postes et télécommunications.
- exercer les pouvoirs de tutelle et de contrôle techniques sur les sociétés ou organismes qui ont pour objet la recherche, la production, l'approvisionnement, la distribution et la commercialisation dans les domaines des bâtiments, des infrastructures et des postes et télécommunications.

CHAPITRE II : ORGANISATION

Art. 2 : Le ministère de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications comprend :

- le cabinet ;
- les services centraux ;
- les services extérieurs ;
- les institutions et organismes rattachés.

SECTION I^{er} : LE CABINET

Art. 3 : Le cabinet comprend les collaborateurs directs du ministre qui sont :

- le directeur de cabinet ;
- l'attaché de cabinet ;
- les conseillers techniques ;
- le chef du secrétariat particulier.

Art. 4 : Le directeur de cabinet est le collaborateur direct du ministre. Il assure sous son autorité, la gestion administrative du cabinet. Il veille à l'exécution des instructions du ministre. Il peut recevoir délégation de signature.

Art. 5 : L'attaché de cabinet seconde le directeur de cabinet dans ses fonctions. Le ministre peut lui confier des tâches spécifiques.

Art. 6 : Les conseillers techniques sont chargés de l'étude des dossiers qui leur sont confiés par le ministre ou le directeur de cabinet. Ils sont habilités, chacun dans son domaine de compétence, à transmettre les directives du ministre aux directeurs centraux et chefs de service et veiller à leur bonne exécution.

Art. 7 : Le chef du secrétariat particulier organise le secrétariat particulier du ministre et exécute toutes tâches que le ministre lui confie.

SECTION II : LES SERVICES CENTRAUX

Art. 8 : Les services centraux sont les organes de coordination, d'animation et de supervision des programmes des directions et des organismes sous tutelle technique du ministre.

Ils collaborent à l'élaboration des programmes et plans d'action des secteurs relevant de leur domaine de compétence et en assurent la mise en œuvre.

Art. 9 : Les services centraux du ministère de l'équipement, des transports et des postes et télécommunications sont :

- le secrétariat général ;
- la Direction Générale des Travaux Publics (DGTP) ;
- la Direction Générale des Transports (DGT) ;
- la Direction Générale de la Météorologie Nationale (DGMN).

SOUS-SECTION I^{er} - LE SECRETARIAT GENERAL

Art. 10 : Le secrétariat général est l'organe de coordination technique et administrative des activités des services centraux relevant du ministère. Il est placé sous l'autorité d'un secrétaire général.

Art. 11 : Le secrétaire général est chargé de :

- transmettre les directives du ministre aux responsables des services centraux et veiller à leur bonne exécution ;
- fournir de façon permanente les éléments d'information et d'action dont le ministre a besoin pour mettre en œuvre la politique du gouvernement ;
- mener, en rapport avec les autres services centraux, des études, prospectives et élaborer des politiques sectorielles, plans et programmes pour les activités des travaux publics, des équipements publics, aéroportuaires et portuaires et des postes et télécommunications ;
- assurer le bon fonctionnement des divers services du ministère.

SOUS-SECTION 2 : LA DIRECTION GENERALE DES TRAVAUX PUBLICS (DG TP)

Art. 12 : La direction générale des travaux publics est chargée de :

- appliquer la politique du gouvernement en matière de travaux publics et d'infrastructures de transport ;
- élaborer et veiller à l'application des textes réglementaires y afférents ;
- gérer et entretenir le réseau routier national.

Art. 13 : La direction générale des travaux publics comprend :

- la direction des routes ;
- la direction des bâtiments ;
- la direction de contrôle et de gestion ;
- la direction des pistes rurales ;
- la direction de la planification et de la programmation routière.

Paragraphe 1^{er} - La direction des routes

Art -14 : La direction des routes a pour attributions de :

- établir les plans ou les programmes de construction et d'entretien des infrastructures de transport et des équipements ;
- assurer le contrôle et la supervision des études et l'exécution des travaux ;
- assurer le contrôle technique de l'exploitation des équipements ;

- gérer les ouvrages d'art sur le réseau routier.

Art. 15 : La direction des routes comprend :

- la division de la planification ;
- la division des études et de contrôle des travaux neufs ;
- la division de l'entretien routier ;

Paragraphe 2 - La direction des bâtiments

Art. 16 : la direction des bâtiments a pour attributions de :

- établir les programmes de construction et d'entretien des bâtiments de l'Etat et des collectivités publiques sur l'ensemble du territoire national ;
- établir les plans de construction et d'entretien des équipements et procéder à leur exécution ;
- assurer le contrôle et la supervision des études et/ou des travaux.

Art. 17 : La direction des bâtiments comprend

- la division des études architecturales et de l'ingénierie ;
- la division du contrôle des travaux.

Paragraphe 3 - La direction de contrôle et de gestion

Art. 18 : La direction de contrôle et de gestion a pour attributions de :

- gérer les marchés de travaux publics ;
- exécuter l'audit interne des services relevant de la direction générale ;
- préparer et gérer les budgets ainsi que tous crédits alloués à la direction générale ;
- élaborer et appliquer la réglementation en matière de marché de travaux publics.

Art. 19 : La direction de contrôle et de gestion comprend :

- la division du contrôle de gestion des projets ;
- la division des marchés ;
- la division de la comptabilité.

Paragraphe 4 - La direction des pistes rurales

Art. 20 : La direction des pistes rurales a pour attributions de :

- identifier et participer à la planification et à la programmation, sur le territoire national des pistes à réaliser ou à entretenir ;
- concevoir, participer à l'étude, suivre et contrôler l'exécution des projets de pistes rurales ;
- suivre et contrôler les programmes d'entretien des pistes rurales ;
- gérer les ouvrages d'art et hydraulique sur les pistes rurales.

Art. 21 : La direction des pistes rurales comprend :

- la division des études et de contrôle des travaux neufs ;
- la division de la gestion de l'entretien et de la participation communautaire.

Paragraphe 5 - La direction de la programmation et de la planification routière

Art. 22 : La direction de la programmation et de la planification routière a pour attributions de :

- mettre en œuvre la politique d'entretien routier ;
- élaborer et faire approuver les budgets d'entretien et les réallocations ;
- établir les programmes de construction et d'entretien des infrastructures de transports routiers ;
- identifier, programmer et planifier sur le territoire national les pistes rurales à réaliser ou à entretenir ;

Art. 23 : La direction de la programmation et de la planification routière comprend :

- la division de la programmation des routes nationales ;
- la division de la programmation des pistes rurales ;
- la division des ouvrages d'art et de la voirie urbaine.

SOUS-SECTION 3 : LA DIRECTION GENERALE DES TRANSPORTS (DG T)

Art. 24 : La direction générale des transports est chargée de :

- coordonner les études portant sur les différents modes de transport ;
- élaborer les projets de lois et règlements relatifs aux différents modes de transport ;
- élaborer les plans de transport et contrôler leur exécution ;
- contrôler, évaluer et encadrer les activités des directions et institution sous tutelle du ministre chargé des transports.

Art. 25 : La direction générale des transports comprend :

- la Direction des Transports Routiers (DTR) ;
- la Direction des Affaires Maritimes (DAM)
- la Direction de l'Aviation Civile (DAC).

Paragraphe 1^{er} - La direction des transports routiers

Art. 26 : La direction des transports routiers est chargée de :

- organiser et contrôler les transports routiers intérieurs et inter-Etats ;
- suivre les études et accords de transports routiers inter-Etats ;
- élaborer des prix des transports et assurer le suivi ;
- faire les visites techniques des véhicules automobiles ;
- faire l'immatriculation des véhicules ;
- délivrer les cartes grises et autorisations de mise en service des véhicules affectés aux transports ;
- organiser les examens des permis de conduire ;
- établir les titres de permis de conduire nationaux et internationaux.

La direction des transports routiers assure le secrétariat de la commission nationale de suspension du permis de conduire.

Art. 27 : La direction des transports routiers comprend :

- la division des transports ;
- la division du contrôle technique des véhicules ;
- la division des permis de conduire ;
- la division de la réglementation ;
- la division administrative.

Paragraphe 2 - La direction des affaires maritimes

Art. 28 : La direction des affaires maritimes est chargée de :

- élaborer et assurer le suivi de la politique et des activités maritimes nationales ou intéressant le Togo ;
- mettre en place et entretenir les phares et les balises ;
- tenir à jour le registre d'immatriculation des navires sous pavillon togolais ;
- faire les visites de sécurité des navires et diligenter les enquêtes nautiques sur les événements survenus en mer, conformément aux conventions internationales en vigueur ;
- mettre à jour les fichiers des marins ;
- former et gérer les gens de mer.

Art. 29 : La direction des affaires maritimes comprend :

- la division des gens de mer et de la formation ;
- la division de la sécurité maritime et de la protection de l'environnement marin ;
- la division des transports maritimes ;
- la division des affaires administratives et juridiques.

Paragraphe 3 : La direction de l'aviation civile

Art. 30 : La direction de l'aviation civile est chargée de :

- organiser, coordonner et harmoniser le transport aérien au plan national et international ;
- étudier et élaborer la réglementation de la circulation aérienne ;
- exploiter et gérer les aérodromes autres que ceux gérés par l'ASECNA au titre de l'article 2 de la convention de Saint-Louis ;
- former le personnel de l'aviation légère de tourisme et aéro-clubs ;
- élaborer le régime des licences, brevets et qualifications ;
- délivrer les autorisations de survol sur toute ou partie du territoire national ;
- délivrer et valider les certificats de navigabilité des aéronefs togolais et étrangers ;
- organiser les enquêtes sur les accidents aériens dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;
- tenir à jour le registre togolais d'immatriculation des aéronefs.

Art. 31 : La direction de l'aviation civile comprend :

- La division des transports aériens ;
- La division de la navigation aérienne ;
- La division de l'infrastructure aéronautique ;
- La division des affaires administratives et financières ;
- La division des affaires juridiques.

SOUS-SECTION 4 : LA DIRECTION GENERALE DE LA METEOROLOGIE NATIONALE

Art. 32 : La direction générale de la météorologie nationale est chargée de :

- concevoir la politique générale de la météorologie conformément au plan de développement national ;
- gérer et exploiter le réseau météorologique national ;
- coordonner et harmoniser les programmes d'action météorologique ;
- former le personnel d'exécution suivant le programme de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM).

Art. 33 : La direction générale de la météorologie nationale comprend :

- la direction météorologique synoptique et des systèmes d'observation ;
- la direction des applications météorologiques.

Paragraphe 1^{er} - La direction météorologique synoptique et des systèmes

Art. 34 : La direction météorologique synoptique et des systèmes d'observation est chargée de :

- gérer les stations synoptiques ;
- assurer la collecte et le contrôle de qualité et l'archivage des données météorologiques de base, en surface, en mer et en altitude ;
- tenir à jour les normes standardisées des observations selon les exigences de l'OMM ;
- assurer l'étalonnage, la maintenance électrique et mécanique de tout équipement en service.

Art. 35 : La direction météorologique synoptique et des systèmes d'observations comprend :

- la division administrative et financière ;

- la division de la météorologie synoptique ;
- la division des instruments et méthodes d'observation ;

Paragraphe 2 - La direction des applications météorologiques

Art. 36 : La direction des applications météorologiques est chargée de :

- initier les applications des données agrométéorologiques dans les parcelles d'expérimentation ;
- étudier l'évapotranspiration et le bilan hydrique ;
- assurer la collecte, le contrôle de la qualité, l'archivage des données météorologiques en surface, mer et altitude ;
- assurer le traitement statistique des données et de prévisions climatologiques ainsi que l'élaboration des bulletins ;
- assurer les études et recherches sur le temps, le climat et les variétés atmosphériques de l'environnement ;
- assurer la communication, la diffusion des informations météorologiques et la gestion de la bibliothèque ;
- assurer la mise en œuvre et le suivi des relations de coopération bilatérale et multilatérale ;
- programmer et mettre en œuvre la formation du personnel.

Art. 37 : La direction des applications météorologiques comprend :

- la division de l'agrométéorologie ;
- la division de la climatologie ;
- la division des études et recherches ;
- la division de la météo aéronautique ;
- la division de la météo maritime.

SOUS-SECTION 5 : LA DIRECTION DES AFFAIRES COMMUNES (DAC)

Art. 38 : La direction des affaires communes est une direction d'appui qui a pour mission, en relation avec les autres directions de :

- faire la synthèse des besoins du ministère en personnel pour le compte du ministère chargé de la fonction publique, le cas échéant, le ministère chargé des finances ;
- assurer la gestion administrative et financière du personnel ;

- définir une politique de formation du personnel ;
- assurer la conservation des documents administratifs.

Art. 39 : La direction des affaires communes comprend :

- la division du personnel et de la formation ;
- la division administrative et financière ;
- la division des archives.

SECTION III : LES SERVICES EXTERIEURS

Art. 40 : Les services extérieurs du ministère de l'Equipe-ment, des Transports et des Postes et Télécommunications sont :

- les directions régionales des travaux publics ;
- les antennes de la direction des transports routiers ;
- les antennes de la direction générale de la météorologie nationale.

SECTION IV : LES INSTITUTIONS ET ORGANISMES RATTACHES

Art. 41 : Sont placés sous la tutelle technique du ministère de l'Equipe-ment, des Transports et des Postes et Télécommunications les institutions et organismes ci-après :

- la Société Aéroportuaire de Lomé (SALT) ;
- l'Agence pour la Sécurité de la Navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) ;
- la Société Togolaise de Handling (STH) ;
- la société des rails du Togo (Togo Rails) ;
- le Port Autonome de Lomé (PAL) ;
- le Conseil National des Chargeurs Togolais (CNCT) ;
- le Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics (LNBTP) ;
- le Fonds d'Entretien Routier (FER) ;
- la Société de Location de Matériel (SLM) ;
- le Centre Régional de Formation pour Entretien Routier (CERFER) ;
- l'Autorité de Réglementation des Secteurs des Postes et Télécommunications (ARPT) ;
- la Société des Postes du Togo (SPT) ;

- la société des télécommunications du Togo (TOGO TELECOM);
- la société Togo Cellulaire (TOGO CEL);
- le centre de maintenance des télécommunications de Lomé (CMTL).

Art. 42 : Les institutions et organismes sous tutelle sont régis dans leurs attributions, structures et fonctionnement par les textes qui les créent.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 43 : Les directeurs généraux peuvent, en cas de besoin, être assistés d'adjoints.

Art. 44 : Le directeur de cabinet, le secrétaire général, les directeurs généraux et les directeurs sont nommés par décret en conseil des ministres sur proposition du ministre de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications.

Art. 45 : L'attaché de cabinet, les conseillers techniques, les directeurs généraux adjoints, les directeurs régionaux et les chefs de divisions sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 46 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires notamment le décret n° 2001-011/PR du 21 février 2001 portant attributions et organisation du ministère de l'Équipement, des Mines, de l'Énergie et des Postes et Télécommunications.

Art. 47 : Le ministre de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 28 octobre 2005

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Edem KODJO

Le ministre de l'Équipement, des Transports
et des Postes et Télécommunications
Kokouvi DOGBE

DECRET N° 2005-100/PR portant attributions et organisation du ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-147 du 11 mai 1982, fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2005-055/PR du 8 juin 2005 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2005-058/PR du 20 juin 2005 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{er} : ATTRIBUTIONS

Article premier : Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale en matière de commerce, d'industrie et d'artisanat.

Art. 2 : Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat exerce les attributions suivantes :

- l'organisation, la coordination, le contrôle et le développement de toutes les activités relatives au commerce, à l'industrie et à l'artisanat ;
- l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires en matière de commerce, d'industrie et d'artisanat, ainsi que la conception des plans et programmes de développement desdits secteurs ;
- la promotion des échanges et l'application des accords internationaux ;
- la vérification des instruments de mesures et le contrôle de la qualité des produits et services ;
- la tutelle des établissements publics et des entreprises publiques ayant pour objet le commerce, le développement industriel et l'artisanat.

CHAPITRE II : ORGANISATION

Art. 3 : Le ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat comprend :